



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 4296

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Guillaume Bachelay, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Guillaume Bachelay. Monsieur le Premier ministre, en septembre, le chômage a diminué fortement. Un mouvement général se confirme, une dynamique s'installe, par-delà les variations de mois en mois : ce sont des femmes et des hommes qui ont pu retrouver un travail et une perspective. Plus de 66 000 concitoyens concernés, c'est la diminution la plus importante constatée sur un mois depuis vingt ans !

M. Guy Geoffroy. Est-elle réelle ?

M. Guillaume Bachelay. Voilà trois trimestres que le nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie A se réduit : cela ne s'était pas vu depuis huit ans. Depuis le début de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a baissé de 90 000.

Cette tendance fait écho à d'autres évolutions positives – je pense à la progression des embauches sous contrat à durée indéterminée et à celle des investissements. Les efforts de la nation produisent des effets...

M. Sylvain Berrios. Ah ? Ce n'est pas à cause de Hollande, alors ?

M. Guillaume Bachelay. ...et les choix faits depuis 2012, des résultats.

Choix de la mobilisation pour l'emploi, avec, entre autres, « l'embauche PME » : annoncée au début de l'année par le chef de l'État, cette aide a fait l'objet, à ce jour, de 800 000 demandes, ce qui est bon pour les recrutements durables.

Choix de la production, avec le soutien à la compétitivité des entreprises engagé par le Gouvernement, pour qu'elles puissent investir, exporter, embaucher.

Choix de l'innovation, avec, entre autres, la banque publique d'investissement, les investissements d'avenir, les transitions écologique et numérique.

M. Philippe Briand. Quelle est la question ?

M. Guillaume Bachelay. Et puis choix de la qualification, avec, notamment, le demi-million de formations en direction des chômeurs de longue durée et l'apprentissage.

La bataille contre le chômage est engagée et elle se poursuit pour nos compatriotes qui sont encore trop nombreux à le vivre. Pour eux, nous sommes déterminés et mobilisés.

Monsieur le Premier ministre, comment le Gouvernement entend-il conforter, prolonger, amplifier l'action pour l'emploi ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Guillaume Bachelay, vous l'avez souligné : 66 300 chômeurs de moins,...

M. Olivier Audibert Troin et M. Patrice Verchère. Ils sont en stage !

M. le président. Écoutez la réponse, s'il vous plaît !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...c'est un chiffre historique ! Cela représente, vous l'avez rappelé, 90 000 chômeurs de moins depuis le début de l'année.

Au-delà des sauts statistiques, au-delà des publications mensuelles, qui donnent lieu régulièrement à commentaire – quand le chômage augmente, ce serait à cause de la politique du Gouvernement, quand le chômage baisse, ce serait la conjoncture ou que nous aurions remis en cause ladite statistique, mais non ! –, au-delà donc de tout cela, ce qui compte, vous l'avez parfaitement rappelé, c'est la tendance. Et la tendance, elle s'appuie sur des faits objectifs : la création de 120 000 emplois et une croissance, trop faible encore, mais qui est revenue – or, comme nous l'évoquions hier avec Michel Sapin, avant, pour créer de l'emploi, pour que le solde soit positif, il fallait au moins 2 % de croissance, aujourd'hui, c'est moins. Notre politique doit donc viser à soutenir cette croissance. Je n'ignore rien bien sûr de la conjoncture – je pense à la baisse de l'euro, que nous avons souhaitée, au niveau des taux d'intérêt, au niveau des prix du pétrole,...

M. Philippe Briand. C'est grâce à Hollande, tout ça ?

M. Guy Geoffroy. Mais non, il n'y est pour rien !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...mais reconnaissons aussi que la conjoncture internationale et européenne n'est pas non plus forcément très porteuse et qu'une partie de notre croissance est aussi portée par la demande intérieure.

On note aussi les résultats, en effet, d'une politique économique. Je pense au pacte de responsabilité et de solidarité, à la baisse du coût du travail, au CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, dont on a beaucoup parlé ici, à l'Assemblée nationale ; celui-ci a évidemment dans un premier temps favorisé la reconstitution des marges des entreprises, ainsi que le pouvoir d'achat, c'est-à-dire la hausse des salaires, mais aujourd'hui, nous voyons bien, les uns et les autres, sur le terrain, où nous en avons moult exemples – j'ai encore eu l'occasion de le vérifier l'autre jour à Marmande, dans le Lot-et-Garonne –, que, oui, le CICE permet la création d'emplois.

Politique de soutien à la compétitivité, donc. De tout cela, nous parlons avec modestie et humilité, il ne peut en être autrement, car nous pensons à tous ceux qui sont sans emploi depuis longtemps, nous pensons aux jeunes qui ne réussissent pas à trouver un travail, bref, à ce chômage de masse que nous connaissons depuis trente ans. Il s'agit donc plutôt d'une invitation à poursuivre.

Comment poursuivre ? Là encore, vous avez dit l'essentiel. D'abord, bien sûr, en soutenant la création d'emplois ; par exemple, avec le CICE, que nous avons proposé d'étendre au secteur associatif à partir du 1er janvier prochain.

M. Marc Le Fur. Et les coopératives ?

M. le président. Monsieur Le Fur !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Eh bien, pourquoi pas ? Comme quoi il y a des gens qui commencent à être convaincus qu'il faut aller dans le sens du CICE ! Je m'en félicite.

Et puis, il y a la question de la formation. Le plan « 500 000 formations supplémentaires », présenté avec toujours beaucoup de pugnacité par Myriam El Khomri et Clotilde Valter, n'a pas donné aujourd'hui encore son plein effet. Or ce travail, mené avec les régions, qui se sont engagées, doit lui aussi se poursuivre, car pour leur retour à l'emploi, ces jeunes sans formation, ces ouvriers non qualifiés, ces femmes qui ne sont pas qualifiées, ces citoyens qui vivent dans les quartiers populaires ou dans les zones rurales éloignées, ont besoin de cette formation, de cette qualification. De ce point de vue, je me réjouis que les chiffres de l'apprentissage aillent de nouveau dans le bon sens.

Donc soutien, et, parce que la croissance elle-même ne sera plus au niveau que nous avons connu, oui à la révolution numérique, oui aux emplois verts, oui à une croissance durable. Voilà ce que nous devons accompagner !

Enfin – et vous le savez bien, vous qui connaissez parfaitement ces dossiers, monsieur Bachelay –, politique de soutien à l'industrie, avec l'industrie du futur, l'investissement, le crédit d'impôt recherche ; des études indépendantes l'ont montré : nous avons stoppé la désindustrialisation de ce pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Au-delà des dossiers emblématiques comme Alstom ou STX, c'est tout le tissu industriel que nous devons accompagner, grâce à l'investissement, au numérique, à l'industrie du futur. C'est ainsi que la France sera au rendez-vous de la croissance et de l'emploi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Bachelay](#)

Circonscription : Seine-Maritime (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4296

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 octobre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 octobre 2016](#)